



Fédération

Syndicale

Unitaire

**AQUITAINE**

**CTA du 17 décembre 2013**

## **Déclaration FSU**

Monsieur le Recteur,  
Mesdames, messieurs les membres du CTA,

Face à la dégradation de notre système éducatif, continue depuis une dizaine d'années, les personnels ont mis beaucoup d'espoir dans le « *changement maintenant* ». Beaucoup espéraient que l'on allait enfin prendre le temps d'une vraie réflexion et penser des réformes sur le long terme et dans l'intérêt bien compris des usagers et des personnels. D'autant que le ministre lui-même s'y engageait en insistant, je cite, pour « *que l'on se donne la peine d'une réflexion sereine, collective, et argumentée* ».

La sérénité a cruellement manqué à une réforme des rythmes bâclée, laissant chacun se débrouiller, la plupart du temps sans concertation avec les parents d'élèves et les enseignants, conduisant ainsi à une incapacité à prendre en compte la diversité du territoire, sans parler de la difficulté pour les collectivités à prendre en charge les coûts induits et à s'abstraire des choix idéologiques locaux. Rappelons aussi qu'elle se fait au détriment des cours obligatoires d'EPS des collèges et des lycées, ce qui n'est pas acceptable et aurait pu être évité avec le temps de la réflexion. La FSU maintient sa demande de non-généralisation à la rentrée 2014 et suspension pour une réécriture du décret.

Le collectif était on ne peut plus restreint pour une réflexion sur l'enseignement prioritaire où, comme avec les prédécesseurs, les conclusions étaient en grande partie écrites avant et la concertation globalisée à l'inter-académique et balisée par la taille de la salle. Pourtant, les collègues avaient des propositions à faire, qui méritaient d'être entendues, même lorsqu'elles ne rentraient pas dans les sacro-saintes limites budgétaires.

La réforme des programmes était urgente et cruciale pour la suite. Mais l'urgence d'un tel chantier nécessite du temps ; elle pouvait se combiner avec la réelle participation des collègues, ne pas être liée aux exigences du calendrier électoral et, pour une fois, s'émanciper du lobby des éditeurs d'ouvrages scolaires. Et quid de ceux de sixième et de leurs articulations avec le CM2 et la 5e.

Parce qu'ils datent de 1950, les décrets statutaires des enseignants de collèges et lycées pouvaient donner lieu à une vraie concertation des intéressés. Le gouvernement aurait pu donner le temps aux organisations syndicales de mener le débat avec la profession, de recueillir les avis, de mieux travailler les exigences nouvelles de nos métiers. Or, calendrier électoral oblige, c'est en moins de 3 mois que cela va être bouclé au risque, encore une fois, d'un résultat où va dominer l'insatisfaction et l'amertume des collègues.

D'autant que le ministre ne veut pas entendre les légitimes revendications salariales et qu'il n'est prêt à considérer que les propositions ne coûtent rien à l'Etat. Or, c'est nier cette triple réalité de la paupérisation des personnels de l'Éducation, la dégradation de leur conditions de travail et les difficultés croissantes auxquelles ils sont tous confrontés au quotidien.

Réaffirmons ici quelques unes de nos demandes fondamentales :

- le maintien des maxima de services et leur abaissement progressif avec intégration de temps de concertation,
- le maintien du volontariat impératif pour les HS et les remplacements,
- la revalorisation des salaires avec, notamment, la levée du gel du point d'indice.
- La garantie d'une égalité de traitement et de gestion sur l'ensemble du territoire national, sans définition locale des missions et avec des limites claires à l'autonomie des établissements.

Concernant les « chantiers métiers », les personnels sociaux attendent fortement la prise en compte du renforcement de leurs missions au sein de l'école et une nécessaire revalorisation de leur métier.

Sur ces chantiers dans le 1er degré, malgré quelques avancées notamment sur les directions d'écoles, 8 enseignants sur 10 ne font l'objet d'aucune nouvelle mesure. Il reste encore beaucoup à faire en terme

de reconnaissance et de valorisation du métier.

A une autre échelle, les personnels dans l'action du LP Couffignal nous rappelle, à juste raison, qu'il y a des personnes derrière les décisions et que ces personnes revendiquent d'être partie prenante de ce qui les concerne.

C'est là le moindre des respects dont parle le ministre et qu'il a bien du mal à mettre en œuvre dans ces propres décisions.

Normal lorsque la politique se réduit aux décisions budgétaires et se soumet à la dictature des marchés. Normal lorsque le maître mot « gouvernance », avec ses outils statistiques et ses enquêtes quantitatives prend le pas sur l'humain.

Où on nous brandit l'enquête PISA pour désigner le système éducatif français comme un mauvais élève mais en évitant les comparaisons dérangeantes et sans prendre les mesures qui s'imposent pour lutter contre les difficultés repérées. Ainsi, les inégalités se creusent, le système est de plus en plus ségrégatif d'année en année, un nombre croissant d'enfants et d'adolescents sont en souffrances mais les mesures préconisées restent au niveau du replâtrage sans bourse déliée et de l'effet d'annonce.

De même, sans reprendre notre déclaration du CAEN qui reste d'actualité, l'enseignement professionnel nécessiterait aujourd'hui des mesures ambitieuses de créations, notamment en matière de CAP. Au moment où la crise s'approfondit, où, malgré les politiques volontaristes des régions, l'alternance, pourtant outrageusement favorisée, piétine, le lycée professionnel ou technologique public est la seule alternative crédible pour permettre à nos jeunes d'acquérir une formation professionnelle de qualité, de lutter contre les sorties sans qualification de l'école et de développer le niveau 3 de formation.

Est-il si déraisonnable de croire qu'un vrai débat démocratique sur l'avenir du système éducatif public est possible avec tous les acteurs et les usagers ?

Est-il si déraisonnable de penser que la priorité à l'éducation doit passer par des efforts budgétaires autres que de simples transferts ou redéploiements ?